

L'ENTRETIEN DU DIMANCHE

Jacques Galas, président du
Comité de Bassin d'Emploi
de Carpentras



Vous présidez le comité de bassin d'emploi depuis deux ans. Comment réagit-il à la crise?

Avec les effets de la mondialisation, on peut dire que le bassin de Carpentras y est confronté depuis dix ans déjà, avec la crise viticole. Il y a quelques mois, il était franchement dans le rouge. En octobre, Manosque enregistrait de plus mauvais chiffres et dès novembre, d'autres bassins l'ont rattrapé. Sa situation n'est pas pire que celle des autres.

Comment expliquez-vous cette surprenante évolution?

L'automobile est le secteur le plus touché pour l'instant. Or Carpentras a bâti sa richesse, dès le XIXe siècle, sur la production de fruits et légumes. Tout le système économique était basé sur l'agroalimentaire qui a commencé à périlcliter dans les années 1960, avec l'entrée dans le marché commun. Ce que les universitaires appelaient "le modèle comtadin" s'est écroulé et n'a pas encore été remplacé.

Qu'est-ce que le modèle comtadin?

Notre région a joué sur la précocité des primeurs, était leader sur le marché et avait mis en place un système solide de courtiers et d'expéditeurs, dès le début du XXe siècle, avec une industrie de conserves forte pour éponger les surplus. Carpentras était la place commerciale de l'arrière-pays qui y venait dépenser son argent. L'arrivée de la concurrence hollandaise, avec sa force commerciale très structurée et le développement de la grande distribution, ont bouleversé la donne.

L'agriculture et l'agroalimentaire n'ont pas su s'adapter?

Le nombre d'exploitations diminue, l'olivier est la seule production qui se développe. Des efforts ont été fournis pour améliorer la qualité des produits, la force de vente. On a une spirale ascendante de la qualité en même temps qu'une spirale descendante des prix. Un seul exemple: le côte-du-ventoux en vrac est revenu au même prix qu'il y a 15 ans.

L'outil: les CBE ont été créés dans les années 80 pour créer du dialogue et développer des projets sur un territoire

Il existe une soixantaine de Comités de Bassin d'Emploi en France dont 9 en Paca et 5 en Vaucluse. Ils fonctionnent avec différents collègues, des élus, des salariés, des chefs d'entreprise, des syndicalistes et sont représentatifs de toute la population. Celui du bassin de Carpentras, dont le siège est à Mormoiron, a mis en place un observatoire économique et social, et il vient de créer un pôle création, une mission qu'il partage avec le Rile pour aider les créateurs d'entreprises. Dès le premier mois, le CBE a enregistré une centaine de visites ou demandes de dossiers. Autre initiative du CBE, il a lancé un sondage auprès des 70 chefs d'entreprises de Carpensud et des 400 adhérents de Mucapli pour mesurer l'impact de la crise mondiale sur le secteur. Les résultats devraient être diffusés au printemps.

Par ailleurs, le CBE a mis en place une grande enquête sur le thème du tourisme, un des secteurs porteurs du bassin d'emploi. L'objectif est de faire l'inventaire des demandes et des pratiques pour définir une démarche d'ingénierie et de marketing. *"Ce sera un outil très utile pour faire face à une concurrence qui s'annonce de plus en plus forte,"* commente Jacques Galas. En ce qui concerne le bâtiment, autre pilier de l'activité économique, le CBE pense qu'il devrait pouvoir s'adapter au développement durable. Il travaille avec le Capeb (confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) pour réfléchir à des actions.



"Partout où les intercommunalités, les chambres consulaires, les CBE ont accepté d'être partenaires, de ne pas être en concurrence stérile, les échanges sont très positifs", affirme Jacques Galas. *"Ici, depuis quelques années, nous tendons vers cela mais nous n'y sommes pas encore."*

Par Martine Quinette (mquinette@laprovence-presse.fr)